

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4273 - Vendredi 16 Décembre 2022 - Prix : 200 Fc

SOMMET ETATS-UNIS-AFRIQUE

L'Agoa, un outil pour redynamiser les échanges



Délégation comorienne à la plateforme AGOA.

ECONOMIE

**Exim Bank et Telma lancent un nouveau
service de transfert d'argent**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 16 au 20 Décembre 2022**

Lever du soleil:

05h 38mn

Coucher du soleil:

18h 27mn

Fadjr : 04h 25mn

Dhouhr : 12h 06mn

Ansr : 15h 42mn

Maghrib: 18h 30mn

Incha: 19h 44mn



SAISON DES LITCHIS

Une récolte chamboulée par la sécheresse

Contre vents et marées, les cultivateurs des litchis se battent pour sauver leur cueillette. Car pour des raisons climatiques la récolte des litchis cette année, est vraiment menacée par la sécheresse. Dans les localités réputées pour leur production de litchis comme Mkazi et Mvouni, pas une goutte de pluie ne tombe.



Cueillette des litchis.

La saison des litchis a mal démarré. Les fruits sont pulvérisés par le soleil. Les habitants s'en remettent à dieu par des prières pour qu'il pleuve enfin et espérer sauver leur production de cette année. La récolte de ces fruits est une aubaine pour ceux qui possèdent deux à trois litchiers. Toutefois cette saison semble compromise par une forte chaleur caractérisée par un soleil accablant sans une goutte de pluie. La Gazette des Comores s'est déplacé vers Mkazi pour s'imprégner de

la situation. Maman Rahim, une octogénaire de Mkazi a son explication : « j'ai grandi et j'ai vécu grâce à cette culture des litchis qui était aussi le travail qui faisait nourrir mes aïeux. Grâce à cette agriculture des litchis, j'ai pu déplacer mes enfants vers l'hexagone et

aujourd'hui ils ont réussi à réaliser leurs projets. Sauf que, malgré le poids de mon âge, je ne peux pas arrêter de cultiver mon or rouge ».

L'octogénaire a comparé les litchis à l'or. Et ceux qui connaissent les avantages des litchis dans les villes de Mkazi et Mvouni ne trouveront pas l'expression de l'or exagérée. « Il y a 40 ans que je m'occupe des arbres qui me donnent des litchis. Je protège les fruits contre les méchants oiseaux et tout. Sauf que je ne peux pas protéger les litchiers contre les effets de la nature. Il y a à six semaines sans eau ni pour boire ni pour cuisiner. D'habitude en cette période, c'est la pluie qui arrose nos plantations et les fructifie. Cette année nous sommes en train de vivre l'enfer. Une partie de nos fruits est brûlée par le soleil. La conservation n'est pas possible à cause de la chaleur et la terre est devenue aride », regrette-t-elle.

Malgré l'invocation divine « jusqu'à lors

pas la moindre goutte d'eau. Ça tombe mais dans les autres localités et régions. Je crains une punition divine », lache-t-elle. Et de conclure que pour éviter une perte totale « nous sommes obligés de cueillir les quelques grappes de fruits à moitié murs pour les vendre ». Interrogé sur la qualité des fruits, la cultivatrice a répondu « c'est la pluie qui les rend bons. Mais il ne pleut pas. Que faire ? Attendre jusqu'à quand ? Pour les consommateurs, on continue d'en consommer par envie et malgré tout. « Elles sont toujours amères les premières récoltes », a expliqué Riama Abdou vendeuse de litchis tout près de la société des hydrocarbures. Quant au prix exorbitant, c'est un autre débat qui anime le marché, en fonction de la qualité et de la quantité des produits.

Kamal Gamal

SCIENCE CITOYENNE :

Les écoliers de l'EPP Mbeni sensibilisés sur le changement climatique

Dans le cadre du projet de « résilience climatique et numérique : vers des ressources en eau et une agriculture plus durables, financé par l'Union Européenne, l'ONG Dayima était à l'école primaire de Mbeni. Ces jeunes élèves ont été outillés sur les techniques de la collecte des données sur la station hydrométéorologique.

Après une longue attente pour des raisons sécuritaires, l'ONG DAYIMA a procédé mardi 06 décembre dernier à une séance de sensibilisation à l'endroit des élèves de l'école primaire à Mbeni au nord de Ngazidja, dans le cadre du projet de « résilience climatique et numérique : vers des ressources en eau et une agriculture plus durables », financé par l'Union

européenne. Dans une ambiance joviale, les discussions avec les enfants ont été riches dans un cadre bien précis du développement de la science citoyenne en milieu scolaire. Durant deux heures, ces gamins ont assisté à des scénarios concrets et des anecdotes relevant de l'environnement comorien et sur l'adaptation au changement climatique précisément. Les leaders de classes composés de sept élèves sont désormais capables d'envoyer des données hydrographiques dans la plateforme numérique.

De ce fait, une station hydro métrologique est installée au sein de l'école afin de permettre la récolte automatique et de transmettre des variables de temps ciblées et ultra-précises à savoir la vitesse du vent, sa direction, la pluviométrie, la tem-

pérature, etc. À l'aide de l'application installée dans une tablette, elle permet aux utilisateurs de pouvoir envoyer des informations sur la météo, à savoir la période pluvieuse, vent, rivière etc.

De son côté, le directeur de l'école primaire Ali Hassane a salué cette initiative. « Dans la science citoyenne on veut inclure les enfants. Ils sont très sensibles et réceptifs, et seront les responsables de demain. Ce projet est salubre car si nous ne maîtrisons pas l'environnement et ses enjeux, nous risquons d'être victimes », souligne-t-il. Ces échanges pourront déjà ouvrir les yeux aux enfants sur les possibilités de carrière potentielle dans les métiers de l'environnement

Andjouza Abouheir



SOCIÉTÉ

L'ONG Maeеча poursuit ses activités de développement durable dans les écoles à Mohéli

Vendredi dernier l'équipe de l'ONG Maeеча accompagnée d'une représentante de France éducation internationale se trouvaient à l'école primaire publique de Salamani (Fomboni) dans le cadre du projet soutenu par l'ambassade de France sur le dévelop-

pement durable. Les jeunes scolaires se sont approprié la gestion des déchets dans leurs établissements.

Huit écoles primaires ont été choisies à Mohéli pour initier un projet de dévelop-

pement durable porté par l'ONG Maeеча (mouvement associatif pour l'éducation et l'égalité des chances) soutenu par France éducation internationale (FEI) et l'ambassade de France. À l'école primaire de Salamani, le vendredi dernier, les élèves se sont structurés en président, secrétaire et chef magasinier pour pouvoir mieux s'organiser dans la gestion des déchets. Ils ont fait une démonstration de collecte, tri et stockage des différentes catégories de déchets allant des plastiques à l'aluminium, en passant par les biodégradables provenant des aliments. Tous dans des sacs biodégradables différenciés. Ensuite ces enfants vont apprendre à recycler certains de ces déchets plastiques et à traiter les biodégradables.

« Nous travaillons sur le déve-

loppement durable, la formation des enseignants et avec un concours éco-école et jeunes reporters pour les écoles de Mohéli » précise Mireille Jullien de France éducation internationale. Les résultats attendus de ce projet, selon Mme Mireille, sont la sensibilisation à la protection de l'environnement « puisque Mohéli est considérée comme le joyau de l'archipel des Comores, on l'appelle l'île nature elle doit bien son nom puisque c'est un petit paradis qu'il faut à tout prix préserver et cela se fera par la jeunesse » a-t-elle précisé.

Actuellement, ce sont 8 établissements du primaire à Mohéli qui sont concernés. « Ça ne sera que pour les primaires car c'est un projet qui se termine en juillet août 2023, donc c'est un projet qui a été

déjà lancé en début d'année scolaire et qui se terminera en fin de l'année scolaire et on ne peut pas toucher tout le public scolaire de Mohéli, mais nous avons rencontré la délégation de l'enseignement, les responsables et des hauts fonctionnaires si d'autres budgets sont alloués, ont va continuer ce travail avec plaisir pour les secondaires », a promis la représentante de France éducation internationale.

Selon Nadjma Soilihi responsable de projet à l'éducation durable, l'ONG Maeеча travaille à Mohéli sur deux projets, sur l'éducation et le développement durable et l'auto-nomisation des femmes cueilleuses d'ylang ylang pour les aider à devenir entrepreneurs.

Riwad



ONG Maesha en sensibilisation des écoliers de Mohéli sur l'environnement.

SOMMET ETATS-UNIS-AFRIQUE

L'Agoa, un outil pour redynamiser les échanges

Alors que le sommet Etats-Unis-Afrique vient de baisser le rideau, les regards des observateurs se sont tournés vers l'Agoa, la loi sur la croissance et les possibilités économique en Afrique, votée en 2000 sous l'administration de Bill Clinton, qui ouvre l'accès aux produits africains au marché américain sans droits douaniers. 38 pays de l'Afrique subsaharienne dont les Comores, sont éligibles à l'Agoa.

La réunion ministérielle entre la représentante des Etats-Unis au commerce extérieur, Katherine Tai, et la représentante adjointe des Etats-

Unis au commerce extérieur, Sarah Bianchi et les ministres du commerce de l'Afrique subsaharienne a été l'occasion pour l'administration américaine de réaffirmer son engagement à développer les échanges commerciaux et les investissements avec le continent, indique un communiqué du bureau de la représentante des Etats-Unis au commerce extérieur.

Il est ressorti à l'issue de cette réunion, la nécessité de renforcer la mise en œuvre de l'AGOA et de la moderniser afin de traduire les opportunités en avantages concrets pour les peuples africains. « Des responsables commerciaux de premier plan de l'Afrique subsaha-

rienne et de l'administration Biden-Harris ont échangé leurs points de vue sur des questions essentielles ayant un impact sur nos relations commerciales, notamment l'avenir de l'AGOA », lit-on dans le communiqué.

« L'ambassadrice Tai a remercié les ministres pour cette discussion productive et franche sur les questions qui sont au cœur des échanges commerciaux et des investissements entre les Etats-Unis et l'Afrique. Elle a insisté sur la nécessité de faire preuve de créativité et de s'appuyer sur les réalisations de l'AGOA en développant des idées qui favoriseront l'intégration économique et les

investissements sur le continent », précise le Bureau de la représentante des Etats-Unis au commerce extérieur.

L'Agoa, c'est l'accès à plus de 7000 produits africains au vaste marché américain sans taxes douanières, moyennant une faible fiscalité pour certains produits importés des Etats-Unis. En 2021 le volume des échanges commerciaux entre les USA et l'Afrique subsaharienne ont augmenté de 22% par rapport en 2019.

Les principaux produits bénéficiaires, sont les produits pétroliers et textiles. En 2019, les produits pétroliers ont représenté 55% tandis que, le textile représentait

16,7%. Dans le cadre cette loi, 5 pays d'Afrique subsaharienne sont les plus importants exportateurs vers les Etats-Unis. L'Afrique du Sud vient en tête 45,7% des produits exportés vers les USA, suivit par le Nigéria avec 12%. Le Kenya leur emboîte le pas avec 10,5% de produits exportés, le Lesotho, 6,1%, l'Ethiopie 5,9%. Madagascar ferme la marche avec 4,8%. La question qui se pose est celle de savoir quand est-ce que les Comores vont à leur tour tirer profit de ces mécanismes et plateformes d'échanges économiques dont elles font partie.

Maoulida Mbaé

ECONOMIE

Exim Bank et Telma lancent un nouveau service de transfert d'argent

Telma et Exim Bank se rapprochent de la population. Les deux sociétés viennent de lancer un nouveau service de transfert d'argent « Bank to wallet - wallet to bank ». Ce nouveau service de transfert d'argent entre les comptes Exim et Mvola du deuxième opérateur de télécommunication.

Telma Comores et Exim Bank ont lancé hier jeudi 15 décembre un nouveau service de transfert « Bank to wallet - wallet to bank ». Ce nouveau service innovant permet aux clients ayant un compte chez Exim Bank et d'un compte Mvola d'effectuer facilement des transferts d'argent de l'un à l'autre et à des autres personnes disposant des mêmes comptes. Les deux agences se veulent créatives, ce service vise à faciliter les transactions quotidiennes de leurs clients et de toute la population. « Il

va permettre à l'utilisateur de pouvoir transférer l'argent de son compte Exim vers son compte Mvola, de son compte Mvola vers son compte Exim, de son compte Exim vers le compte Mvola d'une tierce personne ou de son compte Mvola vers le compte Exim d'une tierce personne », lit-on dans le communiqué.

Le communiqué précise que plusieurs applications peuvent découler de ce nouveau service à savoir les paiements de salaires des employés directement sur leurs comptes Mvola à partir du compte Exim de l'entreprise. En plus de la facilité des transactions monétaires entre les particuliers et les entreprises comoriennes, ce service de transfert peut contribuer à simplifier le système financier du pays. « Le service est disponible 24h/24, toute la semaine, soit par utilisation de codes USSD, sur Mvola ou sur Google et ce n'est pas tout, une offre spéciale de lance-



ment est également de la partie. Toutes les transactions sont gratuites pendant 3 mois », précise-t-il.

Cette liaison est très facile à manier, le client lui-même peut le faire, si celui-ci dispose d'une SIM

Telma et d'un compte bancaire à Exim Bank. « Il est totalement sécurisé par les protocoles de filet de sécurité de deux institutions, qui sont certifiés par la Banque centrale. Le service de transfert a un

potentiel important car il peut mettre en relation des personnes vivant sur les assistances des différentes îles », a-t-il conclu.

Andjouza Abouheir

SPORT

Terrain d'Oasis, comme un parfum de conflit dans l'air

Le terrain d'Oasis, « Concasseur » pour les habitués, est le lieu historique où se retrouvent les jeunes de la capitale plus particulièrement ceux du nord autour du ballon rond. Depuis des années cet espace est devenu une source de conflits entre les usagers et des propriétaires.

Un projet de la commune de Moroni de vouloir faire de cet espace une gare routière fait planer le risque d'un conflit entre les dirigeants de la capitale et les habitants dont les quartiers jouxtant le terrain et voire au-delà. C'est pourquoi des jeunes de la région Nord de la capitale ont entamé une série de rencontres avec les différentes autorités de la ville et de la

région centre. Dans la matinée de ce jeudi 15 décembre, la délégation a été reçue en audience par le nouveau préfet du centre Abdullah Saad.

Depuis bientôt 30 ans, cet espace qui est devenu par la force des choses le lieu de rencontres par excellence de la jeunesse de la ville polarise les tensions entre ceux qui pensent que le terrain leur revient de droit et les nombreux propriétaires avérés ou supposés, Etat et privés confondus. Cette fois, la tension viendrait du fait que le nouvel édile de la capitale envisagerait de faire de ce terrain une gare routière pour nous dit-on accueillir entre autres les véhicules qui partent de la capitale vers d'autres régions de l'île. Une idée qui a du mal à passer auprès de la population, particulière-

ment les jeunes qui se retrouvent là tous les jours à cet endroit à casser le rythme infernal de la vie, en jouant au football, à la pétanque et d'autres activités.

Depuis peu, le terrain est utilisé par les écoles du secteur nord pour effectuer leur cours d'éducation physique, une façon de minimiser les risques auprès des jeunes écoliers qui devaient faire le trajet jusqu'à l'INJS au sud de Moroni avec tous les risques que l'on connaît. « C'est toujours rassurant pour nous, parents, de connaître l'endroit où nos enfants se trouvent au moment où ils ont un peu de repos », se console un parent qui trouve que si le terrain devait disparaître ça serait l'ensemble des jeunes qui risquent de sombrer dans une délinquance

que l'on a du mal à juguler.

Lors de la rencontre avec le préfet, la délégation a souhaité que ce dernier en tant que représentant de l'Etat dans la région centre puisse jouer pleinement son rôle pour éviter un embrasement plus que probable si le projet devait se faire sans qu'un dialogue ne soit engagé au préalable. « Le préfet nous a reçus et il a été attentif à nos doléances et nous a promis qu'il va engager des discussions avec les autorités compétentes (maire et député de la région nord, Ndlr) pour trouver la solution idoine afin d'éviter qu'un climat de défiance ne s'installe entre une partie de la population et le maire censé défendre leurs intérêts », s'est confié à nous un participant de la rencontre.

En effet, en tant que représentant direct du ministre de l'intérieur, le préfet a comme rôle principal de favoriser la cohésion sociale afin d'éviter que ne surgissent des actes devant conduire à des troubles à l'ordre public, ceci en application de la loi bien évidemment. Au cours de la même journée, la délégation aurait rencontré le député Aboubacar Said, toujours pour la recherche d'une solution afin que la situation ne dégénère. Dans ce genre de situation, il faut surtout éviter l'affrontement car à la fin c'est tout le monde qui se retrouve perdant. C'est le dialogue qui doit être le fil conducteur pour toute solution.

ASB

CINÉMA :

Yassine, lauréat du prix Kartala 2022 : "le cinéma, un monde prometteur"

Après avoir décroché le prix Kartala 2022, Mlemengou Yassine vise à évoluer dans le monde du cinéma, un monde tout simplement fascinant. « Tsozi » son court métrage, est un succès et il espère que ce film qui relate l'avortement clandestin va briser un des tabous qui ont la peau dure dans le pays.

Il a remporté haut la main le prix Kartala 2022 du meilleur film court-métrage comorien à l'issue d'un concours organisé par l'Union européenne en collaboration avec le gouvernement. Mlemengou Yassine, puisqu'il s'agit de lui, ne peut qu'être aux anges. Ce jeune producteur a eu le courage de briser, dans son court-métrage, le tabou sur les conséquences de l'avortement clandestin. En effet, ce chef d'œuvre dramatique de Vision-pro dont il est le producteur et réalisateur a un message fort à adresser à la jeunesse comorienne : la conscientisation sur les risques de l'avortement. « Tsozi » comme le nom l'indique raconte l'histoire de deux jeunes amoureux livrés à leur triste sort. Face à une grossesse non dési-



rée, les deux tourtereaux décident de l'interrompre. Mais à quel prix ?

Interrogé par nos soins, le réalisateur explique que c'est l'histoire vécue par l'un de ses amis. Faire ce film a un aspect de conscientisation à toute la jeunesse comorienne. «

Grâce à ce film Tsozi, nous espérons passer un message sur le risque de l'avortement clandestin, comprendre l'importance qu'il y a à ouvrir les yeux sur tout ce qui se passe chez nous. L'avortement clandestin est un fléau qui touche le

pays dans un silence pesant. Certains survivent, pendant que d'autres perdent leur vie », constate le jeune producteur.

Deux semaines. C'est le temps que Yassine et son équipe ont pris pour réaliser ce projet. « Nous

avons eu quelques difficultés liées au financement, au logistique et à la préparation. Nous n'avons pas eu le temps de faire des répétitions. Au départ, ce film était destiné à être présenté lors d'un autre concours. Malheureusement, les organisateurs ont désisté. Quand on a annoncé ce concours de l'Union européenne, nous n'avons pas hésité à postuler. Heureusement, nous l'avons remporté. Et c'est une chance », renchérit le jeune homme de 25 ans qui a un tas de projets face à lui.

C'est depuis 2017 que le jeune Yassine est dans l'audiovisuel. Il avoue être un passionné du cinéma. Il est aussi le producteur du projet « Damu mbitsi », du nom d'une série produite par Vision-pro et diffusée à l'ORTC. « Je veux briller dans le monde et ce prix est un bout du chemin à parcourir. C'est motivant. Le cinéma est un monde prometteur. L'équipe est fière d'avoir remporté ce concours. Ensemble, nous arriverons à faire des merveilles dans ce pays ». Un pays qui ne soutient pas forcément ses talents.

Andjouza Abouheir



FEDERATION DE FOOTBALL DES COMORES

الاتحاد القمري لكرة القدم

B.P 2504 – Tel : 763 26 66 Fax : 773 85 26 / 773 32 36 E-mail : ffc@fedcomfoot.com www.fedcomfoot.com

COMITE EXECUTIF NATIONAL SECRETARIAT GENERAL

Moroni, le 07 décembre 2022

APPEL A CANDIDATURES

La Fédération de Football des Comores lance un appel à candidatures pour le recrutement de :

1. Un Coordinateur Technique Régional par ile (H/F) ;
2. Un Responsable du Football de Base et Football Féminin (H/F) ;
3. Un Responsable des Équipes Nationales (hormis Équipe Nationale A) ;
4. Un Responsable du Football des Jeunes et Développement des talents (H/F) ;
5. Un Responsable en Communication (H/F).

TYPE DU CONTRAT : Contrat à Durée Déterminée d'un (01) an avec possibilité de renouvellement.

Le dossier complet contenant les missions, les qualifications et compétences pour chaque poste à pourvoir ainsi que les instructions y afférentes peuvent être demandés auprès de la fédération de Football des Comores ou sous l'adresse de messagerie :

contact@fedcomfoot.comn projectmanager@fedcomfoot.com ou ffc@fedcomfoot.com

DOCUMENTS A FOURNIR

- Demande manuscrite adressée au Secrétaire Général de la Fédération ;
- Lettre de motivation ;
- Curriculum Vitae et copies légalisées des justificatifs des expériences acquises (attestation de stage, contrat de travail, vacation etc...) ;
- Copie légalisée et certifiée des diplômes ;

- Copie légalisée et certifiée de la Carte d'identité nationale ;
- Extrait de naissance*
- Extrait de casier judiciaire*
- Certificat médical*
- Deux (02) photos d'identités

En cas de sélection, les documents suivis d'Astérix (*) devront être déposés dans un délai maximum de 15 jours.

Dépôt de candidatures

Le dossier de candidature devra être déposé sous pli fermé portant la mention « **Candidature au poste de choix** » à l'adresse suivante :

Doivent être déposées au secrétariat de la Fédération de Football des Comores, au plus tard le **Jeu**di 22 décembre 2022 à 12 heures 00 min, heure locale de Moroni – Union des Comores, (avec la mention au poste de choix)

À l'attention de :

Monsieur le Secrétaire Général de la FFC,
Fédération de Football des Comores
Sise à Oasis Moroni, Comores-
Route Oasis, BP. 2504 Moroni - Tel : (+269) 763 26 66

**Seuls les candidats présélectionnés seront convoqués.
Les dossiers de candidatures ne seront pas restitués**

CJSOI MAURICE 2022

La controverse

Jamais une délégation comorienne n'aura mieux représenté le pays comme le fut celle des 12èmes jeux de la CJSOI tenus à l'île Maurice du 4 au 11 décembre 2022.

Si nous sommes loin des performances des pays comme Maurice ou l'île de La Réunion, les résultats obtenus par la délégation comorienne avec la préparation que l'on connaît est loin d'être négligeable, au contraire ils nous permettent d'espérer des lendemains meilleurs pour le sport comorien dans sa globalité. Quatorze médailles dont deux en or, c'est la moisson de la délégation comorienne à Port-Louis, des performances qui sont à mettre au compte des fédérations qui ont eu à former ces jeunes mais surtout de l'abnégation des jeunes qui ont contre vents et marées tenu la dragée haute, malgré le peu de moyens mis à leur disposition et un temps de préparation nettement insuffisant par rapport à la moyenne. En effet, les jeunes athlètes n'ont eu qu'une dizaine de jour

pour peaufiner leur préparation avec au rythme de deux entraînements voir plus par jour. Ce laps de temps trop court a fait que les jeunes n'ont pas eu le temps de faire un travail de récupération nécessaire à l'approche d'un tel événement.

Qu'à cela ne tienne, les jeunes n'ont pas démérité pour autant, ils ont tenu leur rang et ils ont fait mieux que toute autre délégation ayant pris part à une compétition hors de nos murs. Loin de prendre la mesure de ces performances, l'Etat comorien a encore une fois montré le peu d'importance qu'il accorde à la jeunesse de ce pays. Arrivée juste à temps, une partie de la délégation a pu prendre part de justesse à la cérémonie d'ouverture le 4 décembre.

Le lendemain, Ben Souldine Abdallah inscrit son nom dans le palmarès des médailles en ramenant la première médaille à la délégation comorienne avec le bronze au 800m. Et pourtant peu s'en est fallu que cela ne survienne, faute d'équipement adéquat, deux autres athlètes qui devaient

s'aligner sur d'autres distances ont déclaré forfait, l'équipementier mauricien refusant de livrer le matériel sportif pour défaut de paiement.

Rajoutant l'opprobre à l'ignominie, l'Etat par l'entremise du ministère de la jeunesse et sports a été incapable de verser à ces jeunes leur primes de participations promettant selon une personne présente sur place que cette opération se fera une fois la délégation revenue à Moroni. Une honte pour un gouvernement qui a pourtant mis le jeune au cœur de ses priorités.

Une honte pour un ministre de la jeunesse qui ne cesse de clamer à longueur de journée qu'il est là pour servir le sport et la culture et à la moindre épreuve montre ses limites. Quel est le message que ces jeunes vont retenir vis à vis des nombreux manquements supposés ou avérés observés tout au long de leur séjour ?

Avant leur départ, on leur avait promis monts et merveilles, pour ne rien faire à la fin. Ou sont passés les 70 millions du budget

consacré à ces jeux ? « Il paraît que le ministère des finances n'a toujours pas débloqué le gros de la somme » nous a confié un membre de la délégation. Et ce dernier de continuer : « cela n'a pas empêché de surcharger la délégation avec des personnes qui n'avaient rien à faire, à part faire du tourisme. » En effet, sur 76 personnes qui composaient la délégation comorienne, on ne dénombrait qu'une trentaine d'athlètes.

Pourquoi n'avoir pas fait l'économie d'une délégation aussi pléthorique pour mieux préparer les athlètes. Ce qui est sûr, maintenant que la délégation est rentrée, les comoriens attendent des explications par rapport à tous ces manquements et les responsables doivent en payer le prix fort de leur négligence.

ASB

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssef
Secrétaire de rédaction
 Toufè Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Maoulida Mabé
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar
 Riwad
 A Bardraoui
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



FEDERATION DE FOOTBALL DES COMORES

الاتحاد القمري لكرة القدم

B.P 2504, Route d'Itsandra Moroni tel : 763 26 66 Fax 773 85 26 Email : fedcom_cenfoot@yahoo.fr www.fedcomfootball.com

COMITE EXECUTIF NATIONAL
SECRETARIAT GENERAL

Moroni, le 04 décembre 2022

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Equipement Sportif des équipes nationales de football de l'Union des Comores

La Fédération de Football des Comores, FFC en sigle, lance un appel d'offre pour le recrutement d'un partenaire technique et équipementier officiel pour subvenir aux besoins de toutes les équipes nationales, des dirigeants de la FFC ainsi que le personnel, en vêtements sportifs, accessoires de sport, différents équipements et produits dérivés en utilisant le nom, le logo de l'équipementier et de la FFC.

Elle a l'exclusivité des droits commerciaux et merchandising liés aux équipes nationales de football en Union des Comores, notamment en lien avec l'équipement des équipes nationales.

La FFC se propose de recruter un partenaire technique et équipementier officiel par la mise en concurrence internationale ouverte de différents candidats intéressés du secteur dans le monde.

Les soumissionnaires, entreprises et marques intéressées sont ainsi priées de déposer leurs candidatures et propositions de services comprenant :

1. Une copie des statuts ou autres documents légaux de la société ;
2. Un document qui présente la Société,

la marque proposée, la qualité des produits ainsi que les références de la société sur le marché des équipements sportifs pour les équipes nationales de football.

3. Etre en mesure de remplir pleinement les termes de références ci-après :

a. Avoir une expérience d'au moins 10 ans comme équipementier avec comme principale activité, la production des équipements sportifs pour les équipes de football ;

b. Equiper en maillots les équipes nationales masculines (sénior et équipes des jeunes) et les équipes nationales féminines (sénior et équipes des jeunes) ;

c. Fournir aux équipes nationales du matériel d'entraînement et de match ;

d. Assurer le transport des équipements à fournir dans un délai d'un mois les quantités d'équipements convenus ;

e. Fournir des détails sur les coûts des équipements disponibles ;

f. Accepter de signer avec la FFC un contrat de partenariat de 2 ans renouvelable selon la volonté des parties ;

g. Préciser sur l'offre les royalties accordées à la FFC en termes de pourcentage pour tous les produits et accessoires destinés à la vente en ligne ;

h. Proposer une offre sur les conditions financières offertes durant la durée du par-

tenariat ;

i. Indiquer les obligations et contreparties attendues de la FFC ;

j. Proposer une stratégie de distribution des maillots officiels des équipes nationales de la FFC (tant au niveau national comme à l'international, via les points de vente physiques) ;

k. Proposer un projet de contrat d'équipementier.

4. Les critères d'évaluation sont proposés selon les barèmes suivants :

- Le profil, la qualité de la marque et de l'entreprise (10 points) ;

- La qualité de la proposition de service (d'un point de vue qualitatif et quantitatif) ainsi que son adéquation (de la proposition de service) aux spécificités du football comorien et du marché comorien (par exemple en ce qui concerne la stratégie tarifaire) (10 points) ;

- Les conditions financières proposées pour le partenariat (40 points) ;

- La durée souhaitée et proposée pour le partenariat (20 points) ;

- Le cout des obligations, contreparties à la charge et attendues de la FFC (10 points) ;

- La capacité et l'accord du soumissionnaire à collaborer avec un (des) designer(s)

local (aux), en Union des Comores ou de la Diaspora comorienne, à même de proposer des modèles de maillots ressortant les spécificités, l'histoire et la culture de l'Union des Comores (10 points).

Le candidat qui remplira les conditions administratives et dont l'offre proposera les meilleures conditions techniques et financières permettant à la FFC de tirer le meilleur profit des droits à l'image des équipes nationales de football sera préféré.

La FFC invite ainsi tous les candidats intéressés à soumettre leurs propositions de services, rédigées en français, **au plus tard le 28 décembre 2022 à 12h00 (heure de Moroni)** au siège de la Fédération de Football des Comores, sis à Oasis route d'Itsandra au Secrétariat commun ou par courriel à l'adresse ffc@fedcomfoot.com ; une copie devra être obligatoirement transmise à l'adresse suivante : projectmanager@fedcomfoot.com

L'évaluation des offres reçues sera faite le 31 décembre 2022 par une commission ad hoc. Les trois meilleures offres retenues seront soumises au plus tard le 05 janvier 2023 au Comité Exécutif National de la Fédération.



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement



MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDRAUCARBURES

SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE DES COMORES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

Comoros Solar Energy Access Project (P177646)

AVIS DE RECRUTEMENT

RESPONSABLE EN PASSATION DE MARCHÉ DE L'AGENCE D'EXECUTION DU PROJET (AEP)

Le projet d'accès à l'énergie solaire aux Comores recrute pour son Agence d'exécution de projet, un responsable en passation de marché.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de références à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 08 décembre 2022

Date limite de dépôt des candidatures : 27 décembre 2022

1. Profil et qualification du Consultant

Cette mission nécessite un Consultant individuel répondant au profil ci-après :

(a) Avoir un diplôme supérieur en Ingénierie, Administration, Passation des marchés, Droit, Finances, Commerce, Gestion, Économie ou domaines connexes (minimum Bac + 3);

(b) Disposer d'une excellente connaissance de la passation des marchés en général, et des pro-

cédures de passation des marchés des Banques multilatérales de développement : Banque mondiale (BM) ou des institutions internationales comme la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Union Européenne, les organisations des Nations Unies, etc. ;

(c) Disposer d'une expérience professionnelle de sept (7) ans minimums dont cinq (5) ans au moins à un poste de passation des marchés dans le secteur public ou privé ou avoir assumé des responsabilités similaires dans ce domaine. L'expérience dans un projet sur financement d'un Bailleur de fonds extérieur notamment des Banques multilatérales, en particulier de la Banque mondiale est un atout ;

(d) Avoir une bonne capacité de résolution des problèmes liés à la passation de marchés ;

(e) Avoir une maîtrise du français, la connaissance de l'anglais est souhaitée ;

(f) Avoir une maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point) ;

(g) Avoir une bonne aptitude pour la communication et le travail en équipe.

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Le français sera la langue de référence pour la réalisation de l'ensemble des activités prévues dans le cadre de cette mission.

2. Localisation du poste, durée du contrat et installation

Le poste sera basé dans les locaux dédiés au projet à la SONELEC Moroni aux Comores.

3. Durée du Contrat

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois, assortie d'une période d'essai de 6 mois maximum. Si à l'issue de cette période, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an renouvelable selon les résultats du rapport annuel de chaque année.

4. Constitution du dossier

Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

• Une lettre de motivation adressée au Coordonnateur de l'Agence d'exécution du projet (AEP) ;

• Un curriculum-vitae actualisé ;

• Des copies certifiées conformes à l'original

des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;

• Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;

• Une copie de la CNI ou Passeport.

Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé. Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

5. Condition d'emploi

• Le RPM sera une personne physique et individuelle rattaché à l'Agence d'exécution du Projet ;

• C'est un poste individuel à temps plein ;

Le RPM est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement



MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDRAUCARBURES

SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE DES COMORES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

Comoros Solar Energy Access Project (P177646)

AVIS DE RECRUTEMENT

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE L'AGENCE D'EXECUTION DU PROJET (AEP)

Le projet d'accès à l'énergie solaire aux Comores recrute pour son Agence d'exécution de projet, un responsable administratif et financier.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de références à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 08 décembre 2022

Date limite de dépôt des candidatures : 27 décembre 2022

1. QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES ET ACADEMIQUES

Le ou la candidat (e) à retenir devra avoir :

• Un diplôme de niveau Master au moins (Bac +5) en gestion financière et comptabilité, (critère éliminatoire) ;

• Une expérience réussie et récente minimale de cinq (5) ans dans un poste similaire auprès des projets financés par le Gouvernement ou d'autres partenaires de développement ou dans un Organisme/entité de grande envergure,

• La maîtrise d'un logiciel comptable est requise ;

• La maîtrise du système comptable OHADA ;

• Capacité de créer les conditions propices de travail en équipe ;

• Capacité de travailler sous pression. Cet aspect sera vérifié auprès des anciens employeurs ;

• Une maîtrise de la langue française parlée et écrite (requis), et de l'anglais parlés et écrits (souhaité).

Les candidatures féminines remplissant les conditions sont vivement encouragées.

2. PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

Durée du contrat

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois, assortie d'une période d'essai de 6 mois maximum. Si à l'issue de cette période, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an renouvelable selon les résultats du rapport annuel de chaque année.

3. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée au Coordonnateur de l'Agence d'exécution du projet (AEP) ;

- Un curriculum-vitae actualisé ;

- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;

- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;

- Une copie de la CNI ou Passeport.

2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

4. CONDITIONS D'EMPLOI

• Le RAF sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Agence d'exécution du Projet ;

• C'est un poste individuel à temps plein ;

• Le RAF est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.